

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 ÉVRY COURCOURONNES Cedex

ÉVRY COURCOURONNES, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORY FONDERIES

ZI de Brières les Scellés
BP 167
91150 ETAMPES

Références : D2024- 0183
Code AIOT : 0006503834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement LORY FONDERIES implanté lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 BRIERES-LES-SCELLES. L'inspection a été annoncée le 12/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par jugement du 20 décembre 2023, le tribunal de commerce d'ÉVRY COURCOURONNES a ouvert une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la SAS LORY FONDERIES - 91150 BRIERES LES SCELLES.

Ce même jugement a autorisé le maintien de l'activité jusqu'au 5 février 2024.

Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a décidé d'organiser une inspection du site afin de vérifier les éléments majeurs pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations. L'inspection réalisée visait donc notamment les restrictions d'accès mises en place, les moyens de secours à disposition ainsi que l'état des stocks et les conditions de stockage des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORY FONDERIES

- lieu dit Les Merisiers ZI Brières les Scellés 91150 Brières-les-Scellés
- Code AIOT : 0006503834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société LORY FONDERIES fabrique des contre-poids de grue mobile (30 % de la production), des masses en fonte pour les chariots de manutention et pour les machines de travaux publics (30 % de la production) ainsi que des quilles de bateaux (30 % de la production).

LORY FONDERIES a également développé une gamme de produits pour le matériel agricole (10 % de la production).

Cette société, implantée dans la zone industrielle de Brières-les-Scellés au lieu-dit « Les Merisiers » a été construite en 1972. L'usine a été reprise en avril 1997 par le groupe hollandais NIJG après deux dépôts de bilan. 80 % du chiffre d'affaires est réalisé à l'export.

La société LORY FONDERIES emploie 47 personnes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1 | Circulation dans l'établissement | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre V du TITRE 3 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 4 | État des stocks de matières dangereuses | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 8 | Installations électriques | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre 5 du TITRE 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 2 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |
| 3 | Synthèse annuelle | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |
| 5 | Rétentions | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |
| 6 | Étiquetage | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.7 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |
| 7 | Fiches des données de sécurité | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.7 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |
| 9 | Moyens d'intervention en cas d'accident | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du TITRE 3 | Sans objet |
| 10 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.6 du chapitre I du TITRE 3 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 24 janvier 2024 a permis de constater l'absence d'élément pouvant conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur

l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Circulation dans l'établissement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.1 du chapitre V du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie |
| Constats : Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le site est clôturé sur l'ensemble de sa périphérie. Toutefois, l'état de la clôture est dégradé au nord, à proximité du logement occupé par un des salariés. L'inspection des installations classées considère que l'état de la clôture ne répond pas aux dispositions de l'article 2.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement |
| Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines susceptibles d'être polluées par l'établissement fait l'objet d'une surveillance notamment en vue de détecter des pollutions accidentelles. A cette fin, la surveillance s'appuie sur un réseau constitué au minimum de 4 points de contrôle : <ul style="list-style-type: none">- un piézomètre an amont hydraulique hors influence du site constituant le "bruit de fond" ;- trois piézomètres à l'aval du site, proches de la limite de propriété. [...] Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé au minimum deux fois par an. Les analyses portent au minimum sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH,- conductivité,- composés organo-halogénés volatils y compris le chlorure de vinyle,- hydrocarbures totaux,- indice phénol,- BTEX benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes,- métaux et métalloïdes (Pb, Cu, Cr, Ni, As, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al). |

Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a déclaré que le piézomètre n°3 a été réparé et que le réseau de surveillance a été rétabli.

Par courriel en date du 11 février 2022, l'exploitant a transmis la facture n° 003M033L0215 de la société GINGER, datée du 17 décembre 2021, pour la neutralisation d'un piézomètre existant et la réalisation d'un nouveau piézomètre.

La consultation de la base de données GIDAF le 23 janvier 2024 a permis à l'inspection des installations classées de constater que la surveillance des eaux souterraines a été réalisée en juin 2022, novembre 2022 et juin 2023.

La consultation du dernier rapport de surveillance des eaux souterraines, édité par GINGER le 26 juin 2023 suite à une intervention du 15 juin 2023, a permis de constater les éléments suivants :

- les 4 piézomètres composant le réseau de surveillance sont en bon état ;
- ce rapport précise "Les eaux prélevées ce semestre ne présentent aucun dépassement des valeurs de référence".

L'inspection des installations classées relève toutefois que des résultats ont été renseignés dans la base de données GIDAF pour le contrôle réalisé en novembre 2022, sans que le rapport correspondant ne soit proposé en pièce jointe. L'inspection des installations classées demande donc à l'exploitant de rajouter cet élément dans la base de données GIDAF.

Constats :

Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'exploitant a déclaré qu'une campagne de surveillances des eaux souterraines a bien été réalisée en décembre 2023. L'exploitant ajoute que les résultats de la campagne de novembre 2022 seront rajoutés sur la base de données GIDAF.

Par courriel du 7 février 2024, l'exploitant a indiqué que des compléments ont été déposés dans l'application GIDAF.

L'inspection des installations classées a ainsi pu consulter le rapport intitulé "LORY FONDERIE - site d'Etampes (91) - contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - campagne du deuxième semestre 2023" réalisé par GINGER et daté du 3 octobre 2023.

Ce rapport précise que "Les eaux prélevées ce semestre ne présentent aucun dépassement des valeurs de référence", que ce soit pour les eaux souterraines ou les eaux des bassins.

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Synthèse annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 6.7.2 du chapitre I du TITRE 3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets sur l'environnement

Prescription contrôlée :

Une synthèse annuelle des résultats obtenus avec une interprétation de leur évolution est adressée à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'exploitant a déclaré qu'il n'a pas transmis la synthèse annuelle des résultats obtenus prescrite par l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Par courriel du 7 février 2024, l'exploitant a indiqué que des compléments ont été déposés dans l'application GIDAF.

L'inspection des installations classées a ainsi pu consulter le rapport intitulé "LORY FONDERIE - site d'Etampes (91) - contrôle réglementaire des eaux souterraines et des eaux de bassins - année 2023 - rapport de synthèse" réalisé par GINGER et daté du 3 novembre 2023.

Ce rapport présente :

- la synthèse des résultats obtenus sur les Pz1, Pz2, Pz3 et Pz4 lors des campagnes du 08/01/10 au 17/11/23 ;
- la synthèse du suivi de la qualité des eaux de bassins ;
- l'évolution chronologique des résultats ;
- le bilan de la surveillance, qui indique que "les résultats obtenus lors de cette année 2023 montrent des eaux souterraines et des eaux de bassins satisfaisantes."

L'inspection des installations classées considère que le document transmis répond à la prescription de l'article 6.7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des stocks de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 3.1.2 du chapitre V du titre 3

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'exploitant a présenté les inventaires des produits solvantés (durcisseur, diluant, résine, peinture...) datés du 19 janvier 2024. Ces inventaires précisent le client, la désignation, le fournisseur, le stock minimum/mois et le stock actuel pour chacun des produits.

L'inspection des installations classées considère que les états des stocks présentés par l'exploitant répondent à la disposition de l'article 3.1.2 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. Toutefois, l'exploitant doit annexer à cet état des stocks un plan général des stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

| |
|--|
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 5 : Rétentions

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.2 du chapitre I du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50% de la capacité des réservoirs associés. Lors de l'inspection du 11/02/2022, il a été constaté qu'une capacité de rétention est bien associée à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols. |
| Constats : Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté les éléments suivants : dans l'atelier modèles bois, les produits suivants sont stockés sur rétention : <ul style="list-style-type: none">- 3 fûts contenant chacun 18 kg du produit LOXIA 401 ;- 2 fûts contenant chacun 65 kg du produit KOALID 4568 LS ;- 7 fûts contenant chacun 25 kg du produit séparateur 83075. à l'extérieur, les produits suivants sont stockés sur rétention : <ul style="list-style-type: none">- 1 GRV contenant 1312 kg du produit AKTIVATA 23195 R ;- 1 GRV contenant 1150 kg du produit INDURITORE. dans l'atelier peinture, les produits suivants sont stockés sur rétention : <ul style="list-style-type: none">- 15 bidons contenant chacun 4,5 kg du produit SIKABIRE SIN. Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, il a été constaté qu'une capacité de rétention est bien associée à tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, conformément aux dispositions de l'article 7.2 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Etiquetage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.7 du chapitre I du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. Lors de l'inspection du 11 février 2022, il a été constaté la présence d'un bidon d'une contenance d'environ 20 litres qui ne porte pas la dénomination du produit qu'il contient (pas d'étiquetage). |
| Constats : Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté que les contenus suivants portent de manière lisible la dénomination exacte du produit qu'ils contiennent : dans l'atelier modèles bois : <ul style="list-style-type: none">- 3 fûts contenant chacun 18 kg du produit LOXIA 401 ;- 2 fûts contenant chacun 65 kg du produit KOALID 4568 LS ;- 7 fûts contenant chacun 25 kg du produit séparateur 83075. à l'extérieur : <ul style="list-style-type: none">- 1 GRV contenant 1312 kg du produit AKTIVATA 23195 R ;- 1 GRV contenant 1150 kg du produit INDURITORE. dans l'atelier peinture : <ul style="list-style-type: none">- 15 bidons contenant chacun 4,5 kg du produit SIKABIRE SIN. Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, il a été constaté que les contenants portent de manière lisible la dénomination exacte du produit qu'ils contiennent, conformément aux dispositions de l'article 7.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Fiches des données de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.7 du chapitre I du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Lors de l'inspection du 11 février 2022, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité (FDS) de l'alcool éthylique fournie par BRENNTAG. La FDS est rédigée en français. Elle a été révisée le 05/11/2013 et porte la mention "conforme au règlement (CE) n° 1907/2006 du 18/12/06 (REACH)" |
| Constats : |

Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter la Fiche des Données de Sécurité (FDS) du produit DX 77.

L'exploitant a présenté cette FDS. L'inspection des installations classées a constaté que la FDS présentée :

- est en français ;
- a été révisée le 22/05/2019 ;
- porte la mention "conforme règlement (CE) n°1907/2006 (REACH) ;
- comporte 16 rubriques.

L'exploitant a par ailleurs confirmé que les moyens de secours situés à proximité de la zone de stockage de ce produit sont bien compatibles avec ceux mentionnés dans la FDS.

Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a vérifié que l'exploitant dispose bien des fiches de données de sécurité, conformément aux dispositions de l'article 7.7 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 2.3 du chapitre 5 du TITRE 3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Constats :

Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'exploitant a présenté les documents suivants :

- le rapport de vérification des installations électriques n°023311.01.60.23.L.001.ELAR.001 édité par APAVE le 11/04/2023. Ce rapport mentionne 60 écarts dont 33 sont des nouvelles observations. 36 observations portent la mention "levée le 20/07/23 - APAVE vérification technique" ;
- le certificat Q18 n°023311.01.60.23.L.001.ELAR.001 édité par APAVE le 11/04/2023. Ce certificat mentionne "Nous déclarons que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion". Ce certificat mentionne 4 points de non-conformité, dont 2 portent la mention "levée le 20/07/23 - APAVE vérification technique".

Bien que les éléments présentés justifient d'une maintenance des installations électriques, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion, compte tenu du fait que l'ensemble des observations mentionnées dans le rapport du certificat Q18 n'ont pas été levées.

L'inspection des installations classées considère que ce constat constitue un écart aux prescriptions de l'article 2.3 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006.

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.1 du chapitre V du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Lors de l'inspection du 11 février 2022, il a été constaté la présence, dans le magasin des modèles bois, des extincteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 extincteur à poudre de type ABC, d'une capacité de 9kg, portant la mention "Vérif. 01/2022" ; - 1 extincteur à poudre de type ABC, d'une capacité de 9kg, portant le n°84 et la mention "Vérif. 01/2022". <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'exploitant a déclaré que la société SICLI est intervenue en décembre 2023 pour la vérification d'extincteurs, puis le 15 janvier 2024 pour la pose de 15 extincteurs neufs.</p> <p>L'exploitant a présenté les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la déclaration éditée par CHUBB FRANCE le 12 avril 2023 qui mentionne "Déclarons sur l'honneur que l'installation d'extincteurs décrite ci-contre, a été réalisée par nous-mêmes conformément au référentiel APSAD R4, édition novembre 2016" ; - le rapport d'intervention référencé n°19952226 et édité par SICLI le 15 janvier 2024 pour la mise en service et la pose de 15 extincteurs neufs. <p>Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence, dans le magasin "modèles bois" de deux extincteurs d'une capacité de 9kg de poudre ABC portant la mention "Vérif 11/23".</p> <p>L'inspection des installations classées a vérifié, par échantillonnage, que l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.1 du chapitre V du titre 3 de l'arrêté du 23 novembre 2006.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2006, article 7.6 du chapitre I du TITRE 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Lors de l'inspection du 11/02/2022, il a été constaté que les déchets dangereux conditionnés en emballage sont stockés sur des aires couvertes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 24 janvier 2024, il a été constaté que les déchets dangereux conditionnés en emballage sont stockés sur des aires couvertes, conformément aux dispositions de l'article 7.6 du chapitre I du titre 3 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2006.</p> <p>L'inspection des installations classées précise que la quantité de déchets stockés est en constante baisse par rapport aux quantités relevées lors des précédentes inspections, notamment celles du 25/03/2021 et du 31/08/2021. L'inspection des installations classées ajoute que les murets constituant la rétention de la zone de stockage des déchets dangereux ont été remis en état.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

